

**Nations unies - Mali - MINUSMA -  
Remarques à la presse du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Introduction en tant que président  
du conseil de sécurité et Q&R à titre  
national**

(New York, 05 octobre 2017)

(En français et anglais)

Un mot pour vous indiquer que nous avons eu une discussion approfondie dans un excellent état d'esprit sur la situation au Mali et la MINUSMA.

Je retiens de notre discussion un consensus au sein du conseil sur 3 points en particulier :

1/ Le premier est la nécessité d'adresser un message ferme aux parties maliennes quant à l'importance de mettre à profit les mois qui viennent pour progresser de manière significative dans la mise en oeuvre de l'accord de paix. Il y a un consensus sur ce premier élément.

2/ Deuxième élément de consensus, la volonté commune de mettre à profit la visite du conseil pour relayer ce message auprès des différentes parties concernées.

3/ Enfin, troisième élément fort de consensus, notre volonté à tous de tirer parti de la séquence à venir ce mois-ci sur la force du G5 Sahel pour examiner la meilleure articulation possible entre l'action de la MINUSMA et celle de la force conjointe du G5.

Au terme de cette excellente réunion, il y a un souhait avéré et commun des membres du conseil d'envoyer un message fort sur ces trois points au moins. Et c'est dans cet esprit, comme je vous l'avais indiqué ce matin, que nous allons proposer un projet de déclaration à la presse que nous espérons pouvoir finaliser le plus rapidement possible.

\*\*\*

One word in English. We had a really good discussion with my partners of the Security Council and I can say there was a consensus among all the members of the Council on 3 key points in particular :

1/ The first is the need to send a firm message to the parties in Mali regarding the necessity to make significant progress in the implementation of the peace Agreement in the coming months.

2/ The second consensus is about the shared and common willingness to use the visit of the Security Council in the region later this month to carry this message forward.

3/ The third point of consensus is our common willingness to work further this month together on how to best articulate the action carried by MINUSMA with the G5 Sahel Force.

Long story short : a real sense of consensus within the Council to send a strong message along those lines. In this spirit, we have proposed a draft press statement that we hope to finalize - the sooner, the better.

Q - On children in armed conflict, the Saudi Ambassador set up a press conference for 1pm : how is the Security Council going to be addressing the report in a public way ? What do you think of the inclusion and possible praise of the Saudi-led coalition despite the killing of children in Yemen?

A - The only think I can say on this is that we will have an open debate under the French presidency on children in armed conflict. That is very much part of France's DNA. Historically, we have been always at the initiative on this «children and armed conflict» priority. And this is a priority that we want to promote during our Presidency in order to make some real progress and move forward.

Q - Monsieur le Président, la MINUSMA est en manque de moyens et donc est en perte de capacité, le représentant l'a notifié au conseil. Comment est-ce qu'elle pourra accompagner la force conjointe qui également ne trouve pas encore ses forces ?

R - La clé, sur laquelle ont porté nombre de discussions tout à l'heure, est l'articulation entre l'un et l'autre, entre la force conjointe du G5 Sahel et la MINUSMA. Notre conviction est qu'il faut progresser de manière pragmatique et concrète dans la mise en oeuvre de la force conjointe du G5, avec un début d'opérationnalisation dès le mois d'octobre, dès la présidence française du conseil.

Dans ce cadre, nous considérons que la MINUSMA aura un rôle important pour apporter un soutien logistique et opérationnel à la force conjointe du G5 Sahel, en particulier dans sa phase de sa montée en puissance. Je crois que sur ces éléments les discussions assez longues de ce matin ont été très utiles.

Q - Mr. Ambassador, will the Security Council discuss the extension of the mandate of the joint investigation team in Syria ?

A - That was yesterday's discussion about both the FMM (Fact Finding Mission) and the JIM. You know our national position, I don't need to reiterate it. What I want to say in this respect is that what is at stake is not only the situation in Syria, which is very important in itself, but also the future of the non-proliferation regime, that we together patiently built over the last decades. That's why the stakes cannot be higher. The non-proliferation regime is the backbone of international peace and security architecture. And the chemical regime is the most advanced, so to speak, regime of all : To weaken it would be by extension to weaken the whole regime - that we all consider more important than ever. That is along these lines, that should unite us all in the Security Council, that we try to move ahead. Is it easy? No, it is not because there are different sensibilities at the table, but it is in this direction that we want to work.

Q - On Mali, you said you want progress in the coming months. After that, will the Council consider sanctions under the new regime?

A - On Mali, one of the new elements that we have put in place at the request of the Malian authorities themselves is a sanctions regime indeed. Because we consider that by itself this regime is a leverage that we have, vis-à-vis the parties, to encourage them doing exactly what we want them to do, and this is the conclusion of this meeting : to boost the political process and the implementation of the peace and reconciliation Agreement. So yes it is an important element in this respect and I am sure you heard Minister Diop this morning telling publicly how much he appreciates this regime, precisely as a leverage to move ahead in term of the implementation of the peace Accord.

Q - Y a-t-il des membres du conseil de sécurité qui ont appelé à utiliser ce régime de sanctions, puisque l'accord de paix ne progresse pas ?

R - Autour de la table, le régime de sanctions a été évoqué en effet par plusieurs, sinon la majorité de mes collègues, et je crois pouvoir dire unanimement sur un mode positif, en tant précisément que levier pour accélérer la mise en oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation. Je n'ai pas entendu une critique, même implicite, autour de la table, sur ce sujet, car le régime de sanctions est considéré comme un outil additionnel important dans la «boîte à outils» qui est à la disposition du conseil de sécurité.

Q - Quand M. Guterres a des propos très fermes hier sur le manque de progrès dans la mise en place de cet accord de paix, est-ce qu'il pousse aussi, lui, pour des sanctions ?

R - Je ne vais pas parler pour lui mais il est clair que le secrétaire général joue un rôle d'impulsion très important, à la fois sur la question du Mali et sur la question du G5 Sahel, les deux étant pour les raisons que nous avons vues ensemble très étroitement corrélées. (...) C'est un atout considérable pour nous tous.

Q - Est-ce que le gouvernement malien ne constituerait pas un élément de blocage, puisqu'il s'inscrit en porte-à-faux face à la déclaration du secrétaire général ?

R - J'ai écouté ce matin le ministre Diop qui, parlant publiquement, s'est exprimé très clairement dans le sens que vous avez tous entendu, et qui est dénué d'ambiguïté, sur sa volonté et la volonté de son président et de son gouvernement de tout faire pour mettre en oeuvre intégralement l'accord de paix. On sait tous qu'il y a des obstacles et des embûches sur la route, mais la direction a été très clairement tracée par le ministre Diop au nom de l'ensemble des autorités du gouvernement malien. Merci./.